

MILITARISATION DU NITASSINAN

Par Ronald Babin

L'éloignement des zones de survol, l'irrégularité des vols d'entraînement ainsi que la dispersion relative des populations amérindiennes; voilà autant de facteurs qui expliquent que la questions des vols à basse altitude dans la péninsule Québec-Labrador (le Nitassinan, ce qui signifie "notre terre") n'a provoqué jusqu'à très récemment que des gestes éparpillés de protestation. Toutefois, certaines activités récentes semblent annoncer que cette situation est en passe de changer devant la détermination affichée par Ottawa et par l'OTAN de procéder, sans consultation publique et sans l'accord de populations amérindiennes, à l'établissement d'une base permanente de l'OTAN à Goose Bay. Un tel développement impliquerait une importante augmentation du nombre et de la fréquence des vols à basse altitude, un minimum de trois aires de bombardement et la multiplication d'exercices militaires dont l'objet principal serait de pratiquer et de perfectionner une capacité de première frappe militaire offensive dont les cibles éventuelles seraient les pays du bloc de l'Est ainsi que certains pays de Tiers-monde.

La résistance à cette militarisation imposée s'organise sur deux niveaux complémentaires. D'abord, depuis le début '86, un regroupement d'organismes amérindiens a été amorcé afin de développer une stratégie commune et d'engager une action concertée pour défendre l'intégrité des territoires autochtones et aussi pour conserver un mode de vie traditionnel.

De fait, deux réunions ont déjà eu lieu, le 4 février 1986 à Montréal et les 5 et 6 mars 1986 au Villages de Hurons (Loretteville, près de Québec) où se sont réunis des représentants des principaux groupements autochtones affectés malgré eux par le projet de base militaire, c'est-à-dire les Innus du Labrador et de la basse côte Nord, les Naskapis de Schefferville, les Cris et les Inuits du grand Nord québécois. Un observateur de la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix (CQDP) était aussi présent aux deux rencontres. Celles-ci ont contribué au développement d'un plan d'action général comportant les éléments suivants:

- présentation publique au moment opportun d'une position commune opposée au projet de base de l'OTAN;
- poursuite de pressions politiques diverses pour qu'aucune décision ne soit prise sans avoir terminé une étude d'impact environnemental prévue par la

loi;

- accueil et collaboration active avec une Mission internationale d'observation de la Fédération internationale de la Ligue des droits de l'Homme chargé de faire une enquête indépendante sur les incidences et les répercussions de la militarisation sur le milieu social des peuples amérindiens (impact de la militarisation sur l'environnement, sur le mode de vie et sur l'autonomie politique);

- envoi d'une délégation Innu pour faire une représentation plus large au niveau international dans au moins cinq pays européens; l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, la France et l'Italie.

En deuxième lieu, ces activités et le rapprochement amérindien en cours sont ensuite accentués par l'émergence récente et soudaine d'un Réseau de solidarité et d'opposition aux vols à basse altitude qui se développe actuellement en Europe et en Amérique du Nord. Ce réseau s'est manifesté publiquement le 1er avril dernier par une série de manifestations qui ont eu lieu le même jour en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, et au Canada (à Sheshatshit près de Goose Bay, à Yellowknife, à Montréal, à Toronto, à Kingston et à Halifax). Ces manifestations visaient à attirer l'attention du public sur les conséquences négatives par rapport au mode de vie des amérindiens ainsi que

(Suite page - 19)





par les "peace loving people" du gouvernement soviétique et du Conseil Mondial de la Paix. Toutefois "War Resisters International" prévoit augmenter ses efforts pour créer des liens avec les pacifistes de l'Est entre autre, en coordonnant les signatures de traités de paix individuels entre pacifistes de l'Ouest et pacifistes (habituellement indépendants) de l'Est. Les projets d'avenir de l'Internationale des Résistants à la Guerre comportent aussi un projet d'envoi d'une délégation en Afrique de Sud, l'amélioration de sa campagne annuelle en faveur des prisonniers de paix, c'est-à-dire de personnes emprisonnées un peu partout dans le monde pour avoir refusé de faire leur service militaire ou avoir fait des actions de désobéissance civile en faveur du désarmement.

Il serait impossible de présenter ici l'ensemble de la conférence, les sujets traités étaient bien trop divers, de l'éducation à la paix aux technologies appropriées, en passant par la lutte des bouddhistes au Tibet et la situation géostratégique du Pacifique Sud. On imaginera aussi toutes la richesse des échanges informels entre des personnes venues d'horizons et d'expériences aussi variés. Et on comprendra qu'il est impossible de faire autrement que de n'en donner qu'un

bref aperçu.

Cette conférence au pays de Gandhi a permis de voir tout le chemin parcouru par l'idée de la non-violence à travers le monde, et a fait apparaître une lueur d'espoir dans ce monde menacé par sa violence exterminatrice.

La conférence de L'IRG était suivie par celle des Brigades Internationales pour la Paix, aussi à Vedchhi, en Inde. En plus du service d'escorte non-violente aux familles de disparus du Guatemala, et du projet de zone démilitarisées à la frontière du Nicaragua et du Costa-Rica (voir dernier No d'Option Paix), les PBI prévoient aussi l'envoi d'un groupe pour étudier et la tenue d'une session de formation à la non-violence à la demande d'un groupe de sud-africains. Les PBI ont aussi été invitées à intervenir dans le conflit opposant le gouvernement américain à des amérindiens de Big Mountain.

(Suite de la page - 15)

sur le sens réel et le potentiel menaçant pour la paix mondiale des opérations militaires que l'on projette de mettre au point depuis la base de Goose Bay. En proclamant sa volonté de prêter assistance à cette entreprise de l'OTAN, le gouvernement canadien se montre de plus en plus coopératif avec une militarisation belliqueuse qui au nom de la défense de libertés met en péril celle des populations amérindiennes, une militarisation qui au nom de la recherche d'une plus grande sécurité abaisse le seuil de déclenchement d'une Guerre nucléaire et, par ce fait même, diminue la sécurité de la population canadienne et aussi celle de la population mondiale.

Ce constat inquiétant et la reconnaissance de la responsabilité canadienne illustrent la nécessité d'ouvrir le débat et invitent à poser un questionnement plus large sur les autres options possibles. En effet, le Canada ne doit-il pas contribuer à sa manière et s'engager selon ses possibilités dans des actions pour sortir de cet engrenage militariste mondial? En tant que pays souverain et avant qu'il ne soit trop tard, le Canada ne doit-il pas se distancer d'une ligne de conduite qui se généralise dangereusement et dont la logique interne mène sinon vers une Troisième Guerre mondiale du moins vers la multiplication ou l'intensification de conflits locaux et régionaux? De fait, n'est-il pas temps pour le Canada d'adopter une attitude plus indépendante et de choisir de son propre chef l'option paix, plutôt que l'inverse, et de faire un geste concret pour contribuer au renversement de la course aux armements? Entre autres possibilités qui existent (gel des budgets militaires, F-18 pour la paix, refus des essais des missiles de croisière, etc.), le refus d'accueillir la base de l'OTAN pourrait être le point de départ d'une réflexion plus large en ce sens. Les répercussions d'un tel choix ne sont pas aussi minimes que l'on laisse entendre et méritent d'être considérées davantage.